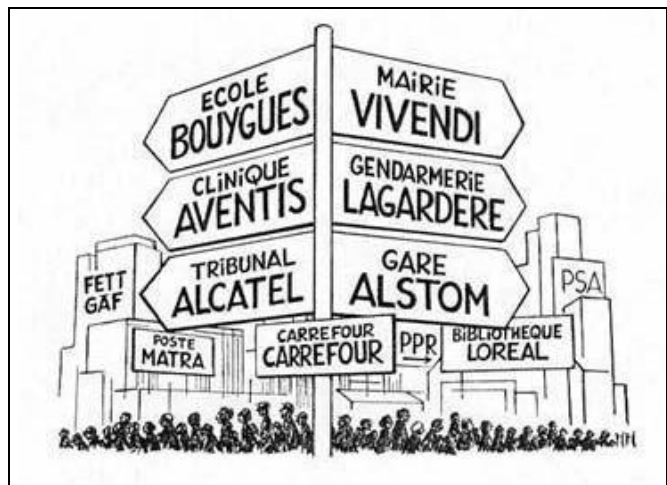


# Le gouvernement, le MEDEF et les dirigeants de l'Union Européenne veulent casser l'Education Nationale ! Résistons !

Effrayé par le développement du mouvement lycéen, le gouvernement recule provisoirement sur le contrôle continu au bac, et accélère sur le reste! La loi Fillon, dont l'adoption est maintenant prévue pour le 24 mars, c'est notamment :

- La fin des TPE dans le seul but de faire des économies.
- Un « socle commun » réduit à des apprentissages de base (comme la « caisse à outils » de Claude Allègre) : bases en français et maths, LV, informatique, et « une culture humaniste et scientifique permettant l'exercice de la citoyenneté » (article 6). Que devient l'EPS ? ...
- La fin des dédoublements ailleurs qu'en cours de langue.
- La disparition programmée des professeurs remplaçants : les absents pourront être remplacés au pied levé par des professeurs d'autres disciplines qui n'auront pas forcément eu le temps de préparer de cours (du moment qu'on a un prof devant la classe, on est content !).
- La réduction des horaires, du nombre d'options, et un bac à six matières pour imiter les autres pays européens et faire des économies.
- Mise en place d'un « conseil pédagogique » qui va déterminer les choix pédagogiques dans chaque établissement ; après le « bac maison », la loi Fillon veut instaurer une éducation locale.
- La définition des missions de l'école par les « besoins de l'économie », c'est-à-dire... des chefs d'entreprise, comme le veut la

déclaration du Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 : « créer un environnement propice à l'apprentissage », « renforcer les liens avec le monde du travail », « développer l'esprit d'entreprise », « Il est indispensable de trouver une nouvelle relation entre la connaissance et l'économie, dans la perspective du processus de Lisbonne ». « L'Ecole doit (...) favoriser le rapprochement de la culture et de l'économie ». (citations tirées du projet de loi). Le principe même de



**l'école publique, laïque et républicaine est remis en question !**

Enfin n'oublions pas que le « pacte de stabilité » impose à tous les pays de la zone euro de réduire leurs dépenses publiques, d'où la casse des services publics et les privatisations. Les suppressions d'options prévues par Fillon, les fermetures de postes d'enseignants (plus de 1000 emplois perdus en lycée et collège pour l'académie de Lille à la rentrée 2005, dont 81 postes dans le bassin de Lens !), le gel de 280 millions d'€ de crédits pour l'éducation cette année, s'inscrivent dans cette logique.

Ne laissons pas faire ! Tous ensemble, nous pouvons gagner ! Tous en grève le 25 février ! Manifestation à 15h00, porte de Paris à Lille

Rassemblement merc 2 mars à 15h P. du Cantin à Lens